

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 25 (1945)
Heft: 10

Artikel: Le problème du charbon en France et en Suisse
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-888833>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 20.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LE PROBLÈME DU CHARBON EN FRANCE ET EN SUISSE

I. LA CRISE CHARBONNIÈRE EN FRANCE

Dans le bilan des besoins d'énergie de la France, le charbon figure au premier plan. Sans lui les industries fondamentales, sidérurgie, métallurgie, produits chimiques, textiles, sont réduites à l'inaction, les industries alimentaires ferment leurs portes ; c'est l'arrêt du chauffage dans les villes et la paralysie des transports ferroviaires.

Pour cette raison, la carence de la production charbonnière a été, dès la libération, l'obstacle principal au redressement économique français.

Après cinq ans de guerre, le problème se pose avec plus d'acuité que jamais. La pénurie de charbon est si prononcée que la France doit importer jusqu'aux matières premières dont elle était largement exportatrice avant-guerre (acier, carbonate de soude, carbure de calcium, etc.). Elle n'est pas équipée, en effet, pour parer à un grave déficit de houille : son économie est basée sur la consommation de ce combustible et les autres sources d'énergie ne jouent qu'un rôle secondaire. L'électricité elle-même provient en partie de la houille. C'est dire que l'approvisionnement normal du pays en charbon est une condition sine qua non du redressement économique français.

LE PROBLÈME DE LA PRODUCTION

I. Rendement. — La production charbonnière est fonction de différents facteurs, techniques et humains : la commodité du gisement, l'état du matériel, les effectifs d'une part, les conditions physiques et psychologiques de l'ouvrier d'autre part, qui ont une incidence commune : le rendement.

Le rendement français était inférieur avant la guerre à la moyenne de l'étranger ; il atteignait 40 p. 100 de celui de la Haute-Silésie, 46 p. 100 de celui des Pays-Bas, 48 p. 100 de celui de la Ruhr et 69 p. 100 de celui de l'Angleterre. Cette infériorité était due surtout à la situation des gisements

français : la profondeur des mines, qui atteint parfois plus de 1.000 mètres, la faible épaisseur des couches (qui n'atteignent pas 1 mètre en moyenne dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais) présentent des difficultés que n'a pas su résoudre une mécanisation arriérée. De ce fait, l'extraction dépend en grande partie de l'ouvrier même et le facteur humain revêt une importance qu'il n'a plus au même titre dans les charbonnages étrangers.

Actuellement, le rendement est de 920 kg. par jour et par ouvrier du fond, contre 1221 kg. en 1938.

Les causes de cette chute sont diverses. Elles résident tout d'abord dans l'usure du matériel utilisé ; la production est freinée par l'état des installations, mal entretenues pendant cinq ans et qui datent terriblement. Les mines souffrent d'une insuffisance de renouvellement d'outillage, éprouvent de grandes difficultés à se procurer des bandes transporteuses, les métaux ferreux nécessaires à la réparation des berlines, et en général du matériel électrique, des produits caoutchoutés et du petit outillage.

A cette pénurie s'ajoute une crise des effectifs, sur laquelle nous reviendrons plus loin. Le remède appliqué a d'ailleurs créé un véritable paradoxe. On verra en effet que l'augmentation des effectifs provient en majeure partie de l'utilisation de prisonniers allemands. La production, de ce fait, s'est élevée en valeur absolue, mais comme cette main-d'œuvre s'est révélée, à l'expérience, moins productive, le rendement général moyen a subi une baisse.

Enfin, la production souffre d'une recrudescence de l'absentéisme, c'est-à-dire de la proportion des mineurs absents par rapport aux présents. Cette carence est étroitement liée à la condition matérielle et psychologique des mineurs, et nous touchons là au fond du problème : le rendement, élé-

ment le plus significatif de la production, est fortement influencé par l'état de l'ouvrier.

Pour qu'il travaille bien, il importe tout d'abord que sa nourriture soit suffisamment abondante et lui permette une fatigue musculaire importante. L'insuffisance du ravitaillement se traduit par une augmentation du nombre de jours chômés pour cause de maladies ou d'accidents, ou consacrés à l'augmentation du ravitaillement familial. Jusqu'en juillet 1945, la ration théoriquement distribuée

aux mineurs de fond était de 3.400 à 3.500 calories. Or, d'après les travaux de la commission technique de la Société des Nations, il faut ajouter à la ration de base, de 2.400 calories, 300 calories au moins par heure de travail pour une activité musculaire intense, ce qui porte à environ 4.800 calories la ration totale nécessaire. Le déficit du rationnement était donc de l'ordre de 30 p. 100. Actuellement les rations ont été élevées à 4.000 calories, ce qui améliore sensiblement la condition de l'ouvrier.

Rendement hebdomadaire par ouvrier du fond

Moyenne 1938	Novembre 1944	Mars 1945	Mai 1945	Juillet 1945	Octobre 1945	Fin novembre 1945
1.221 kg.	969 kg.	919 kg. 2	873 kg. 4	906 kg. 9	896 kg. 4	920 kg.

Dans le tableau reproduit ci-dessus, le relèvement du rendement en novembre 1945 semble indiquer que les principaux obstacles ont été surmontés (en mai, la baisse était due à l'insuffisance du ravitaillement, en octobre à des grèves de courte durée).

II. Production.—Avant la guerre, la production française tendait à se stabiliser un peu au-dessus de 45 millions de tonnes, ce qui représente une moyenne mensuelle de 3.700.000 tonnes. Pendant le mois de novembre 1945, elle a atteint 3.640.000 tonnes. On comprendra mieux la valeur de ce résultat en passant brièvement en revue les principales difficultés auxquelles on a dû faire face.

Après la libération du territoire, la pénurie quasi totale du bois de mines, qui provenait en majeure partie du midi de la France, paralyse presque complètement la production. Les mineurs travaillèrent 2 jours, puis 3 par semaine. Dès décembre 1944, le travail fut rétabli 6 jours par semaine et depuis, le nombre d'heures ouvrées dépasse celui de 1939.

Parallèlement, l'effectif s'accroissait sensiblement. En 1929, l'effectif du personnel de fond inscrit en fin de mois était en moyenne de 207.700; en 1938, il n'était plus que de 162.300. Au cours de la guerre, la crise fut en partie résolue par l'emploi d'ouvriers occasionnels mais, après être passés de 148.000 en 1940, à 170.000 en 1944, ils retombèrent à 143.000 au début de 1945. Pour pallier à cette crise, l'emploi de prisonniers de guerre a été considérablement développé. De 3.900 en mars 1945, leur nombre est passé à 11.000 en juillet 1945 pour être porté à plus de 30.000 actuellement. A fin novembre 1945, les effectifs atteignaient presque 196.000 à la suite du retour de nombreux prisonniers et déportés.

Surmontant ces obstacles, la production charbonnière française est en augmentation presque constante depuis la libération. Dans le tableau suivant, nous retrouvons le point faible de l'année 1945 (mai) que nous avions remarqué à propos du rendement.

Production totale (houille et lignite)

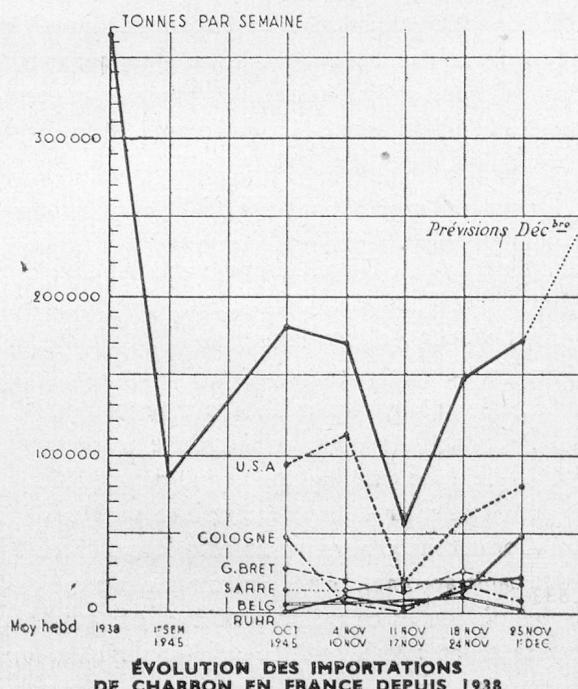
	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1944	3.428	3.343	3.438	3.149	2.080	1.533	1.279	1.112	1.138	1.437	2.049	2.429
1945	2.773	2.431	2.767	2.403	2.143	2.686	2.700	2.700	3.100	3.751	3.640	

Nous ne saurions mieux illustrer l'effort de la France que par ces chiffres cités le 7 novembre 1945 par M. Cusin, commissaire de la République :

« Grâce à ses mineurs, la France est en tête du palmarès de l'industrie houillère, arrachant à son sol, en août, 77 p. 100 de sa production de 1938, 88,5 p. 100 la semaine dernière, contre 51 p. 100 en Belgique et 56 p. 100 en Grande-Bretagne. » On peut donc s'attendre à voir l'extraction française atteindre très prochainement le chiffre de 1938.

LE PROBLÈME DES IMPORTATIONS

Avant la guerre, la France, bien que cinquième producteur, était néanmoins le premier importateur de charbon du monde. Cela s'explique par la position géographique des gisements houillers et par leur insuffisance. En effet, les deux grands bassins du Nord et Pas-de-Calais et de la Moselle, qui fournissent les trois quarts de la production, sont situés à la périphérie nord de la France. Dans ces conditions, le prix de transport du charbon se trouve lourdement grevé pour les consommateurs du Midi. On a calculé ainsi qu'en 1938 le prix de départ du charbon industriel courant se trouvait doublé après un parcours de 800 km. par fer et luttait difficilement contre la concurrence étrangère, avantagée d'ailleurs par l'existence de nombreux ports.



D'autre part, bien que la France produise toutes les qualités de charbon, l'absence presque totale d'anthracite et la pénurie de charbons aptes à la cokéfaction ne pouvaient être compensées que par l'importation.

Depuis la libération et jusqu'au milieu de 1945, les importations charbonnières ont été minimes, d'autant plus insuffisantes qu'elles étaient affectées en majeure partie aux besoins alliés.

La chute rapide des importations d'octobre et de novembre ont traduit une nouvelle crise. Les grèves qui paralyssent les charbonnages américains se sont répercutées en premier lieu sur les expéditions destinées à l'étranger. Si l'on fait le bilan des possibilités pour 1946, il ne semble pas que l'on puisse compter sur un tonnage supérieur à 1 million de tonnes par mois, soit moins de la moitié du chiffre d'avant-guerre, alors que les besoins sont immenses.

Pour y répondre, la France ne doit compter que sur elle-même et développer au maximum ses possibilités d'extraction. Elle y parviendra en augmentant les effectifs, en améliorant la situation matérielle des mineurs, en renouvelant son outillage et en appliquant plus qu'elle ne l'a fait jusqu'alors, les méthodes de mécanisation américaines. L'Angleterre, qui dispose de gisements présentant les mêmes inconvénients, a vu pendant la guerre le rendement de certaines mines tripler et même quintupler par rapport à l'avant-guerre, par suite de l'application de méthodes techniques américaines. Dès que le niveau de la production industrielle sera devenu suffisant, on peut donc espérer un accroissement appréciable des ressources charbonnières françaises. Mais l'activité de l'industrie dépend de son approvisionnement en charbon. Nous sommes en présence, non d'un cercle vicieux, puisque la production charbonnière croît sans cesse, mais d'une action réciproque qui freine considérablement le développement de l'une et de l'autre.

LE PROBLÈME DE LA RÉPARTITION

Bien que le problème de la répartition du charbon ne soit qu'une conséquence de la crise actuelle, il n'en exerce pas moins une influence sur la production de ce précieux combustible.

Si l'industrie recevait, en effet, des attributions

suffisantes pour traiter les matières premières et travailler les produits dont elle dispose, les difficultés matérielles qui freinent l'extraction de la houille seraient levées en grande partie.

Un plafond de consommation est imposé à l'économie française. Cette situation est d'autant plus pénible que les besoins de la reconstruction sont immenses et que la capacité de production de l'industrie française n'a été que très peu entamée par la guerre. Un récent rapport l'a estimée diminuée de 15 p. 100 seulement par rapport à 1938.

Les attributions de charbon à l'industrie, toujours très rationnée, ont été néanmoins en augmentant depuis le début de l'année. Leur total est passé notamment de 499.000 tonnes en février à 703.000 tonnes en août 1945, mais il est toujours resté très inférieur à la moyenne de 1938. Il n'en est pas de même pour les attributions aux services publics qui ont bénéficié d'une priorité indiscutable.

A cet égard, le tableau des prévisions de la répartition du charbon en décembre est très suggestif.

Nous avons choisi à dessein la sidérurgie qui nous paraît caractériser le plus exactement l'ensemble de l'industrie française.

	1938 Moyenne mensuelle (milliers de tonnes)	1945 Prévisions décembre (milliers de tonnes)
Transports	894	915
Gaz	308	325
Electricité	279	470
Sidérurgie	865	318

On voit que le pourcentage des attributions par rapport à 1938 dépasse 100 p. 100 pour le gaz et l'électricité, atteint 91 p. 100 pour les transports, tandis qu'il n'est que de 36 p. 100 pour la sidérurgie. Cette priorité des services publics est parfaitement justifiée, malgré l'importance primordiale de la sidérurgie pour l'ensemble de l'industrie : les transports ne sauraient subir de paralysie sans nuire dangereusement à l'équilibre économique du pays. Il est à remarquer à cet égard que l'augmentation des attributions de charbon

aux chemins de fer, soutes et ports est déterminée par la nécessité de reconstituer les stocks, la mauvaise qualité du combustible, le rendement moindre des locomotives et l'allongement des parcours dû aux itinéraires détournés. Les centrales thermiques doivent suppléer à une sécheresse extraordinaire et remplacer dans l'extrême limite de leurs possibilités l'énergie hydraulique qui fait défaut. Quant aux usines à gaz on conçoit leur importance, d'autant plus que l'expérience a souvent prouvé que le moral du public importait davantage que son intérêt véritable.

L'AVENIR

Comment se présente l'avenir?

Il s'agit essentiellement d'augmenter les disponibilités, ce qui est possible a priori, car la France, bien que démunie de certaines qualités de charbon, possède des gisements relativement importants. Nous avons vu que les importations ne dépasseront pas, pour un temps, un certain maximum ; elles sont de plus sujettes à des fluctuations importantes. La France ne doit donc compter que sur elle-même.

Des économies peuvent résulter de la mise en action de nouvelles sources d'énergie : électricité, carburants.

Des économies d'ordre technique pourront également être réalisées par la substitution au charbon des produits de sa cokéfaction (coke et gaz) ou plus simplement par les progrès qui se réalisent de jour en jour dans la technique de la métallurgie. N'a-t-on pas évalué à 15 p. 100 les gains réalisés à ce titre entre 1913 et 1930 ?

Mais seule une mécanisation poussée de l'extraction pourrait améliorer suffisamment la production actuelle. D'après les estimations d'experts français revenus des Etats-Unis, la production française pourrait être augmentée de 10 à 15 millions de tonnes par année, si l'extraction était mécanisée suivant les méthodes américaines.

Agir sur la production est donc une œuvre à longue échéance et il ne semble pas qu'une solution pourra être trouvée rapidement à ce problème.

Constatons cependant et admirons l'effort remarquable accompli par la France en des temps difficiles où devant ce même problème des pays plus puissants et mieux outillés qu'elle, semblent embarrassés.